

le délit

McGill DAILY le délit
DPS SPD
DAILY PUBLICATIONS SOCIETY
SOCIÉTÉ DES PUBLICATIONS DU DAILY

Publié par la société des publications du Daily,
une association étudiante de l'Université McGill.

COMMUNAUTÉ ET ENRACINEMENT

ENTREVUE AVEC LE PROFESSEUR AARON MILLS

Bilan annuel: Les contours d'une vie francophone mcgilloise se dessinent

LARA BENATTAR
VIOLETTE DROUIN
SIMON TARDIF

Nous tirons de cette année un certain enthousiasme quant au gain d'importance donnée aux questions liées à la francophonie au sein du campus.

Il allait de soi qu'un an après la publication de notre critique incisive (« Fuck la langue française », édition du 10 avril 2018) à l'endroit de l'OFM et des organisations francophones à McGill, il nous incomberait d'en valider ou non la justesse. Grâce aux efforts généreux et louables de Christophe Savoie-Côté, président de l'OFM, plusieurs groupes francophones mcgillois purent entreprendre des collaborations qui, espérons-le, vont perdurer dans le temps. Que le président de cette organisation ait pris en compte notre critique, nous ne pouvons que le saluer. Le fait français n'est dorénavant plus que l'affaire d'une promotion ; une défense active tient la garde. Cette année aura d'ailleurs vu l'apparition d'un collectif de poésie francophone procédant de cette logique. Pour

nous, membres de la rédaction du *Délit*, pareille situation ne peut que susciter chez nous ferveur et volonté de mieux. Ensemble, nous faisons vivre le français.

Nous apprécions également la volonté de Bryan Buraga, nouvellement élu président de l'AEUM, d'apprendre le français et de renforcer ses liens avec les associations francophones du campus afin de mieux comprendre les revendications de la francophonie mcgilloise (« Élections de l'AEUM », édition du *Délit* du 26 mars 2019). La création du poste de commissaire aux Affaires francophones et de la nouvelle commission ont aussi été enthousiasmantes et il serait souhaitable qu'ils perdurent. Ces initiatives permettent de donner une place au sein du campus aux revendications des francophones au Québec qui sont ignorées par la plupart des étudiant·e·s anglophones de l'Université.

Nous espérons que ces promesses seront tenues et que nous n'aurons plus à constater que les documents officiels et les communiqués de l'AEUM et de l'administration ne sont pas - ou sont très mal - traduits en français, qui

est pourtant la langue officielle du Québec. Nous voudrions aussi que les procédures de correction des travaux en français soient améliorées afin que tou·te·s les élèves soient assuré·e·s que ce choix ne pourra en aucun cas leur porter préjudice.

Dans ce contexte, l'équipe du *Délit* a cherché une année de plus à montrer l'importance et la richesse des communautés francophones mcgilloise et montréalaise. Nous espérons que notre travail a été à la hauteur de notre mandat, celui de promouvoir la francophonie en tentant de représenter au mieux le corps étudiant. Aspirons donc non seulement à notre existence, mais aussi à notre excellence. Les critiques au sein de la communauté ne sont dans ce contexte pas auto-destructrices, mais encouragent plutôt une croissance saine et de la communication claire. Le désespoir de la situation minoritaire peut parfois nous pousser à accepter quelque concession, quelque traduction, si mauvaise soit-elle. Prenons avantage de l'élan de cette dernière année pour réclamer l'étendue de nos droits linguistiques. ☹

RÉDACTION

380 Rue Sherbrooke Ouest, bureau 724
Montréal (Québec) H3A 1B5
Téléphone : +1 514 398-6790

Rédactrice en chef
rec@delitfrancais.com
Lara Benattar

Actualités
actualites@delitfrancais.com
Violette Drouin
Juliette De Lamberterie
Rafael Miró

Culture
artsculture@delitfrancais.com
D'Johé Kouadio
Audrey Bourdon

Société
societe@delitfrancais.com
Opinion - Grégoire Collet
Enquêtes - Antoine Milette-Gagnon

Philosophie
philosophie@delitfrancais.com
Simon Tardif

Coordonnateur de la production
production@delitfrancais.com
Niels Ulrich

Coordonnateur-riche-s visuel
visuel@delitfrancais.com
Iyad Kaghad
Béatrice Malleret

Multimédias
multimedias@delitfrancais.com
Vincent Morreale

Coordonnatrices de la correction
correction@delitfrancais.com
Mélina Nantel
Emma Raïga-Clemenceau

Webmestre
web@delitfrancais.com
Mathieu Ménard

Coordonnateur-riche-s réseaux sociaux
reso@delitfrancais.com
Lucile Jourde Moalic
Paul Llorca

Contributeur-riche-s
Astrid Delva, Augustin Décarie, Ange Auger,
Sophie Arbour

Couverture
Iyad Kaghad
Béatrice Malleret

BUREAU PUBLICITAIRE

3480 rue McTavish, bureau B•26
Montréal (Québec) H3A 0E7
Téléphone : +1 514 398-6790
ads@dailypublications.org

Publicité et direction générale
Boris Shedov

Représentante en ventes
Letty Matteo

Photocomposition
Mathieu Ménard

The McGill Daily
coordinating@mcgilldaily.com
Lydia Bhattacharya

Conseil d'administration de la SPD
Lydia Bhattacharya, Boris Shedov, Nouèdyn Baspin, Julian Bonello-Stauch, Juliette De Lambertine, Iyad Kaghad, Phoebe Pannier et Sébastien Oudin-Filipecki (chair)

Les opinions exprimées dans les pages du Délit sont celles de leurs auteur·e·s et ne reflètent pas les politiques ou les positions officielles de l'Université McGill. Le Délit n'est pas affilié à l'Université McGill.

L'usage du masculin dans les pages du Délit vise à alléger le texte et ne se veut nullement discriminatoire. Les opinions de nos contributeurs ne reflètent pas nécessairement celles de l'équipe de la rédaction. Le Délit (ISSN 1192-4609) est publié la plupart des mardis par la Société des publications du Daily (SPD). Il encourage la reproduction de ses articles originaux à condition d'en mentionner la source (sauf dans le cas d'articles et d'illustrations dont les droits ont été auparavant réservés). L'équipe du Délit n'endosse pas nécessairement les produits dont la publicité paraît dans le journal. Imprimé sur du papier recyclé format tabloïde par Imprimeries Transcontinental Transmag, Anjou (Québec).

Illégalité dans les loyers

Les étudiant·e·s sont exposé·e·s à des situations de location parfois illégales.

ASTRID DELVA
Contributrice

À partir du 1er juillet, les déménagements vont se multiplier dans la ville de Montréal, et il n'est pas impossible de se retrouver dans une situation complexe où un·e propriétaire est prêt·e à ne pas respecter la loi face à des étudiant·e·s souvent peu au courant des réglementations en vigueur.

En effet, plusieurs personnes ont décidé de quitter leur studio plus tôt que prévu, et lorsqu'elles annonçaient au responsable du bâtiment qu'elles voulaient sous-louer, ce dernier leur demandait de le louer à 300 dollars de plus que le prix initial. Une autre locataire de l'édifice aurait elle aussi été victime de ces pratiques illégales quand elle souhaitait sous-louer au mois d'avril. Le propriétaire lui

aux prix ailleurs en Amérique du Nord et en Europe ». Il aurait également menti sur les raisons de la hausse des loyers en le justifiant par le fait que « les taxes québécoises ont été doublées ».

Ce que dit la loi

La situation de Janice met en évidence le manque de connaissance de certain·e·s étudiant·e·s face à la loi québécoise et le manque de scrupules de certain·e·s propriétaires. En effet, si le ou la propriétaire décide d'augmenter le loyer, le délai de préavis est de 3 à 6 mois pour un bail de 12 mois ou plus. Quant à un bail de moins de 12 mois, le délai est d'un à deux mois. De plus, si les deux parties n'arrivent pas à s'entendre sur une hausse, le propriétaire a un mois pour faire une demande de modification du bail auprès de la Régie du logement du Québec.



Enfin, il est nécessaire de toujours bien vérifier que la colocation est en règle avec les lois présentement en vigueur.

Le site de la Régie du logement,

ainsi que la clinique légale de McGill constituent des ressources utiles pour obtenir plus d'informations sur la légalité des décisions d'un·e propriétaire et les droits des locataires. ☹



Hausses des loyers

Une étudiante mcgilloise, Janice Kim, rencontre des soucis depuis plusieurs mois avec son propriétaire, s'étant vu imposer une augmentation du tarif de son appartement si elle décidait de le sous-louer. Ce que dit la

imposait de « mentir aux candidat·e·s sur le prix du loyer pour trouver quelqu'un ». Janice, quant à elle, explique : « je vais terminer l'université en avril et je sais que je serai la prochaine cible » étant donné qu'elle paie un des loyers les moins élevés de la résidence.

« La situation de Janice met en évidence le manque de connaissance de certain·e·s étudiant·e·s »

Régie du logement au Québec, c'est qu'un·e propriétaire ne peut pas augmenter de plus de 10% le prix du loyer lors d'un transfert de bail. Alors que Janice payait moins de 700\$, son propriétaire lui a demandé de sous-louer son studio à 999\$, ce qui est largement supérieur.

Son témoignage rejoint celui de plusieurs personnes qui étaient intéressées par les studios de son bâtiment durant l'été 2018.

Le dialogue avec les propriétaires

Lorsque Janice a compris compte que la situation était illégale, elle s'est rendue au bureau du propriétaire, qui lui aurait répondu que « ça ne nous préoccupe pas, nous avons nos propres avocats ». Il aurait ajouté qu'il pouvait retrouver un·e locataire assez rapidement puisque « les étudiant·e·s internationaux·ales ne trouveront pas le prix très cher par rapport

Merci ! à notre lectorat et aux annonceurs pour leur soutien tout au long de l'année.

- L'équipe publicitaire de la SPD

Passez un bel été !

Le Délit sera de retour le mardi 3 septembre
The Daily returns on Tuesday, September 3

Une belle fin d'année pour l'AEUM

Le Délit a rencontré Tre Mansdoerfer, président sortant de l'AEUM.

Le Délit (LD) : *Quels ont été les points saillants de l'année?*

Tre Mansdoerfer (TM) : C'est une bonne question. J'ai essayé de garder l'accent sur les buts finaux. Je crois que, sur ce plan-là, j'ai bien réussi. Nous savions que notre bâtiment habituel serait fermé cette année et qu'il faudrait s'occuper de cela. Notre v.-p. à la vie étudiante, Sophia Esterle, a travaillé à faire toutes les réservations d'espaces internes et je me suis moi-même employé à obtenir des espaces supplémentaires. Nous avons loué le 680 Sherbrooke récemment, ce qui ne serait pas arrivé si on n'y avait pas mis beaucoup de temps et d'effort. Je comprends que quelques groupes préféreraient l'ancien bâtiment (au 2075 Robert-Bourassa, *ndlr*) mais il coûtait 150 000\$ tous les trois mois ; tandis que le 680 Sherbrooke est gratuit.

Selon moi, être capable d'acquiescer un nouvel espace, qui nous aiderait financièrement lors de la fermeture du bâtiment, et d'être capable de fournir des espaces pour de grands groupes même lorsque la fermeture dure plus longtemps [que prévu] est très important. Nous avons augmenté de 500\$ à 1000\$ dollars les fonds disponibles par étudiant pour aller consulter un psychologue. J'ai toutes les statistiques ici : il est très clair que les gens utilisent ces fonds. J'ai travaillé avec Bryan Buraga (le président élu de l'AEUM, *ndlr*) à propos de l'obtention d'une semaine de lecture à l'automne, et je suis enthousiaste à l'idée qu'il puisse y en avoir une d'ici un à deux ans.

Nous avons un bâtiment non loin d'ici, le 3501 Peel, qui est en ce moment en rénovation, et je suis très content qu'on puisse le reconverter, une fois la construction terminée, en un centre de ressources en santé. Celle-ci n'avance pas aussi rapidement [que prévu] à cause des travaux qui se déroulent en ce moment sur la rue Peel. Voilà quelques points saillants de l'année – il y a également la lettre ouverte que nous avons écrite sur les contrats alimentaires que signe McGill, qui a certainement eu un impact. J'espère donc voir Première Moisson disparaître (puisque son bail va expirer, *ndlr*) et j'ai le sentiment que cela pourrait possiblement se concrétiser dans les prochaines semaines.

LD : *Y a-t-il des choses que vous auriez souhaité accomplir durant votre mandat et que vous n'avez pas faites?*

TM : Honnêtement, il est très difficile d'accomplir beaucoup



IYAD KAGHAD

de choses dans un rôle comme le mien, notamment à cause de l'énormité des responsabilités qui nous incombent à la base. J'ai souvent des réunions que je ne prévois pas à l'avance, mais auxquelles je dois participer. Par ailleurs, nous n'avons pas beaucoup de personnel.

Cela dit, j'aurais aimé avoir le temps de mettre les coordonnées de différents groupes et services au verso des cartes étudiantes. Ce projet était sur ma liste, mais

« À mon avis, cette année a été meilleure que les dernières [...] tout le monde impliqué prenne l'Association à coeur »

je n'ai tout simplement pas eu le temps de le faire. Cependant, je crois toujours qu'avoir les numéros de téléphone de Walksafe, Drivesafe et MSERT (le Service étudiant d'urgence de McGill,

ndlr) sur le dos des cartes étudiantes aurait beaucoup de sens et augmenterait l'usage de ces services. Selon moi, qui suis ici depuis quatre ans, cette année s'est mieux déroulée que les quelques dernières.

LD : *Comment l'AEUM a-t-elle grandi ou évolué au cours de la dernière année?*

TM : Je crois que l'Association a grandi dans le sens où nous avons montré qu'une équipe peut fonctionner ensemble pendant un

an, ce qui est assez différent des dernières deux ou trois années. Je crois aussi que l'AEUM a grandi dans le sens que nous reconnaissons que nous avons un manque de personnel, nous reconnaissons

que nous ne pouvons pas appuyer tous nos groupes mêmes si nous travaillons tous 40 heures par semaine. Donc une chose que je crois importante pour l'évolution de l'AEUM est un examen de sa structure interne : nous nous sommes rendu-e-s compte que nous avons besoin de plus de personnel. L'année prochaine il y aura au moins un-e, et même probablement deux nouvelles-elles employé-e-s à temps plein, dont une personne qui se chargerait des commanditaires, pour que

nous puissions faire plus d'argent et embaucher plus de personnes.

Je crois que ce changement de mentalité a eu lieu, ce qui est important, puisqu'autrement,

si ce n'était pas le cas, il y aurait beaucoup d'enjeux importants qui seraient mis de côté.

LD : *Qu'espérez-vous laisser à l'AEUM en tant que legs?*

TM : Principalement avoir réussi à survivre et avoir une équipe qui a bien travaillé ensemble et où tout le monde avait l'Association à coeur. Cette année, il n'y a pas eu de drame à l'arrière-plan. Évidemment, de petits échecs sont survenus, mais nous avons tou-te-s fait de notre mieux. Donc le legs que je voudrais laisser est le fait que nous sommes arrivé-e-s à travailler en concordance dans un environnement difficile ; j'espère que nous établissons une bonne base pour l'an prochain.

LD : *Quelles initiatives espérez-vous voir le nouvel exécutif entreprendre l'an prochain?*

TM : J'espère voir une continuité des projets que nous avons amorcés cette année. J'aimerais voir l'initiative d'une semaine de lecture d'automne finalisée. Une chose que je n'ai pas mentionnée est un projet visant à atténuer l'insécurité alimentaire chez les étudiant-e-s, sur lequel travaille Madeline Wilson (la nouvelle v.-p. aux Affaires universitaires, *ndlr*). L'idée nous vient du MIT (le Massachusetts Institute of Technology, *ndlr*), où les étudiant-e-s recueillent les fonds restants de leurs plans de repas afin qu'ils soient redistribués aux étudiant-e-s dans le besoin.

J'espère donc que l'on continuera sur cette voie, puisqu'il y a plus d'un an que nous en parlons et que tout le monde y est impliqué. Je souhaite que l'on puisse éventuellement avoir des fonds destinés à cette fin, pour que les étudiant-e-s souffrant d'insécurité alimentaire puissent aller voir un-e conseiller-ère ou encore se rendre au bureau d'aide financière et être en mesure de recevoir des repas gratuits dans les cafétérias du campus.

J'espère aussi que la construction au 3501 Peel continuera et que l'on s'assurera que c'est bien fait.

À mon avis, cette année a été meilleure que les dernières. C'était très important que l'exécutif et tout le monde impliqué prennent l'Association à coeur, je crois que c'est en grande partie pourquoi nous allons tou-te-s sortir d'ici en tant qu'ami-e-s. ☺

Propos recueillis par
VIOLETTE DROUIN
Éditrice Actulités

Cette année à McGill

Quelques événements marquants de l'année 2018-2019.

12 septembre : Le Sénat fait pression sur l'administration quant au désinvestissement des énergies fossiles, en votant pour approuver la décision de « désinvestir de toutes les sociétés dont l'activité principale est l'extraction, la distribution et/ou la vente de carburants fossiles ». Depuis plusieurs mois, *Divest McGill* renforce aussi cette pression avec les *Fossil Free Fridays*, en organisant des rassemblements devant le bâtiment des Arts.



Des étudiant-e-s québécois-e-s manifestent pour la rémunération des stages

Hiver 2019

30 janvier 2019 : La création du cours de science politique POLI 339, qui sera donné à Jérusalem pendant la session d'été, fait la controverse. Le 30 janvier, le conseil législatif de l'association étudiante de la Faculté des arts refuse de ratifier les frais étudiants, de 1000 dollars, pour financer le cours. Peu après, les membres exécutifs de l'administration modifient le vote via une conversation tenue sur *Facebook Messenger*. Ce vote a plus tard été déclaré inconstitutionnel. Deux membres ont démissionné suite à cette affaire. L'inscription au cours est maintenant possible sur Minerva.

27 mars : La version révisée de la « Politique contre la violence sexuelle » est adoptée officiellement par le Sénat. Elle rassemble plusieurs ajouts importants face à l'ancienne politique, tels qu'une interdiction partielle des relations professeur-élève, une obligation pour tou-te-s à suivre une formation et la création d'un poste d'enquêteur-riche spécial-e. Plusieurs étudiant-e-s se sont toutefois plaint-e-s d'un manque de consultation à leur égard, et d'une politique qui ne va pas assez loin. Les sénateur-riche-s étudiant-e-s se sont donc abstenue-s au vote final.



Des mcgillois-e-s protestent le 31 octobre pour le changement de nom des équipes sportives

Infographie et texte par
JULIETTE DE LAMBERTERIE
Éditrice Actualités

Automne 2018

1er octobre : La Coalition Avenir Québec est élue aux élections provinciales. Deux jours après, la Vice-présidente aux affaires externes de l'AEUM publie sur la page Facebook des Affaires externes disant que « *Le Québec a élu un gouvernement raciste, xénophobe, d'extrême droite ayant des liens documentés avec des suprématistes blancs* », publication qui provoque la polémique.

31 octobre : La première grande manifestation pour le changement de nom des équipes sportives, R*dmn, a lieu. Tomas Jirousek, commissaire aux affaires autochtones de l'AEUM, y est intervenu et a depuis mené le mouvement. Une question de référendum posée par l'AEUM demande ensuite aux Mcgillois-es de voter sur le changement de nom afin de faire pression sur l'administration. Le 13 novembre, les résultats tombent : le OUI l'emporte avec près de 79% des voix.

26 novembre : Des centaines d'étudiant-e-s en services sociaux et en sciences humaines protestent pour la rémunération des stages, se réunissant sur la place Émile-Gamelin. Des membres de la Faculté du travail social de McGill les rejoignent. Ceux-celles-ci expriment aussi leur déception face à l'administration de McGill qui ne leur a pas accordé de jours de grève. Le mouvement continue encore à ce jour ; d'autres manifestations ont eu lieu du 18 au 22 mars 2019.

15 mars : Près de 150 000 étudiant-e-s parcourent les rues de Montréal pour demander des actions claires du gouvernement face à la crise climatique. Près de 1 500 étudiant-e-s mcgillois-es s'ajoutent au mouvement, se rassemblant tout d'abord devant le bâtiment des Arts, où plusieurs membres d'associations écologistes comme *Divest McGill* prennent la parole afin de communiquer leurs requêtes. La marche est organisée par le mouvement étudiant *La planète s'invite à l'Université*.



Des jeunes du secondaire se rassemblent pour le climat en mars dernier

29 mars : Les résultats des élections des membres exécutifs de l'AEUM tombent, ainsi que ceux des questions de référendum. Bryan Buraga devient président de l'association, et promet dans sa plateforme de tenter d'instaurer une semaine de lecture d'automne, de renforcer la politique sur les violences sexuelles et de faire pression sur le conseil d'administration de McGill pour le désinvestissement des énergies fossiles.

Fin avril : La décision de changer, ou pas, le nom des équipes sportives devrait être prise par la Principale Suzanne Fortier. Pendant la période des référendums d'hiver, les étudiant-e-s ont notamment voté NON pour continuer à financer l'amélioration des installations du complexe sportif de McGill, en signe de protestation, afin de presser la décision de remplacer le nom.

Un nouveau club pour la paix

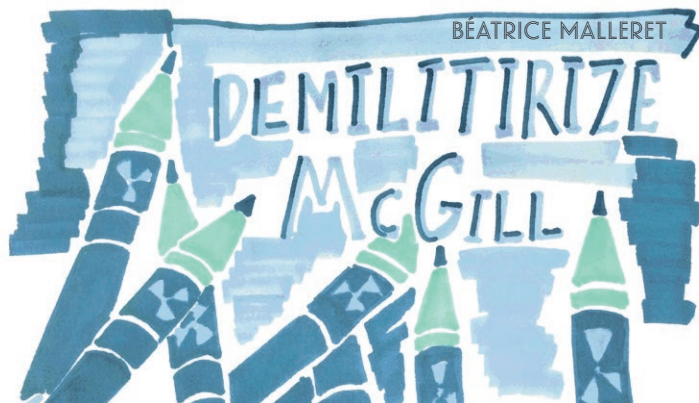
Le «Peace Club» militera, entre autres, pour l'abolition des armes nucléaires.

RAFAEL MIRÓ
Éditeur Actualités

Le club *Students for peace and disarmament* (Étudiants pour la paix et le désarmement, *ndlr*) a été formé ce printemps par des étudiants de la Faculté des arts, soucieux de faire la promotion de la paix dans le monde. Selon les organisateurs, ce serait la première organisation de ce genre à l'université. En plus de faire de la sensibilisation, le groupe compte militer pour deux revendications précises, à savoir que le Canada ratifie le *Traité sur l'interdiction des armes nucléaires à l'ONU* et que l'Université McGill cesse de financer toute recherche à caractère nucléaire.

Contexte mondial

Le *Traité sur l'interdiction des armes nucléaires* a été négocié



sous l'égide de l'ONU, prévoyant le renforcement du précédent *Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires* de 1968. Sa création a été décidée en 2016 par un vote à l'Assemblée générale des Nations-Unies auquel les principales puissances nucléaires et leurs alliés se sont opposés. En effet, à la différence de tous les précédents traités qui interdisaient l'acquisition d'armes nucléaires,

le *Traité sur l'interdiction* vise à interdire la possession d'armes nucléaires, ce qui placerait les puissances nucléaires actuelles dans une situation d'illégalité au regard du droit international.

Toutes les puissances nucléaires, tous les membres de l'OTAN ainsi que d'autres pays en relation avec l'une ou l'autre des puissances nucléaires ont boycotté la

signature de ce traité. Dans tout ce processus, le Canada a calqué son attitude sur celle des États-Unis. Le traité ne deviendra loi que lorsqu'une majorité des pays signataires l'auront ratifié. L'un

McGill («*Démilitarisons McGill*», *ndlr*) il y aurait au moins cinq laboratoires à McGill ayant des contrats avec des organisations militaires telles que l'armée canadienne. Toujours selon

« **Nous ne voulons rien de militaire sur notre campus** »

des principaux objectifs du *Peace Club* est de militer, dès l'année prochaine, pour que le Canada ratifie le traité d'interdiction des armes nucléaires.

Recherche à McGill

L'autre cause qui tient à cœur aux étudiants du *Peace Club* est de réduire la recherche à caractère militaire à McGill. Actuellement, d'après les informations colligées par un ancien groupe étudiant aujourd'hui disparu, *Demilitarize*

Demilitarize McGill, les activités d'au moins une partie de ces laboratoires laisseraient supposer que la recherche aurait un lien avec des armes nucléaires. *Le Délit* n'a cependant pas pu vérifier ces informations. Pour faire avancer ses revendications, le *Peace Club* compte, entre autres, continuer la recherche sur les activités militaires de McGill commencée par *Demilitarize McGill* et également sensibiliser les McGilllois aux activités de leur Université et de leur pays. ☺

ANALYSE POLITIQUE

Brûlante laïcité

Qui gagne et qui perd à l'Assemblée Nationale quand on parle de laïcité?

RAFAEL MIRÓ
Éditeur Actualités

On l'a déjà bien assez dit, cela fait plus de dix ans que la classe politique québécoise se divise sur la question de la laïcité. Au fil des ans, les différents partis au pouvoir ont toujours créé beaucoup de remous dans les médias et ont toujours eu une influence majeure

sur la popularité des partis. Il suffit de penser à la dégringolade électorale que la Charte des valeurs québécoises a infligé au PQ en 2014. Cette fois-ci, la situation est assez différente : les prochaines élections sont encore loin. Cependant, l'impact ne risque pas moins d'être significatif. D'après un sondage commandité par *Le Journal de Montréal*, 69% des citoyens du

Québec seraient favorables à l'interdiction des signes religieux chez les enseignants. Ceci ne donne pas plus ou moins de légitimité au projet de loi, mais ceci devrait néanmoins faire réfléchir les politiciens.

Terrain facile pour la CAQ et le PQ

La Coalition Avenir Québec et le PQ sont sûrement les formations qui ont le moins à perdre dans cette affaire : leur électorat, en très grande majorité francophone et nationaliste, est très favorable à l'interdiction, à divers degrés, des signes religieux chez les employés de l'état. Dans le cas de la CAQ, par ailleurs, la mesure la plus controversée du projet de loi, soit l'interdiction des signes religieux, ne risque pas de choquer ses électeurs outre mesure : François Legault avait déjà divulgué son plan avant les dernières élections. La difficulté, pour la CAQ, sera probablement d'éviter des déclarations prématurées de ses ministres encore novices; on a vu à quel point les sorties de Simon Jolin-Barette et Geneviève Guilbault ont donné de la matière à critiquer aux libéraux. Les péquistes ont aussi la partie plutôt facile ; en accord sur le principe, mais non responsables de trancher sur les spécificités de la loi, ils pourront se contenter d'en critiquer des points spécifiques. Toutefois, le PQ voudra probablement éviter de participer

au débat sur la laïcité : il est en pleine entreprise de « reconstruction » après les dernières élections et est encore marqué par l'impact qu'avait eu la charte des valeurs sur l'image du parti.

Incertitude à QS

Québec Solidaire est dans une position délicate, à cause des divisions sur le débat de la laïcité parmi ses militants. Jusqu'ici, les députés du parti avaient défendu le compromis Bouchard-Taylor (interdire les signes religieux chez les employés de l'État en fonction d'autorité, *ndlr*) et attaqué la position du gouvernement Legault sur la mesure « ajoutée » de son projet, soit l'interdiction des signes religieux pour les enseignants au primaire et au secondaire. Par contre, à la suite d'une « journée de réflexion », la majorité des membres du parti se sont exprimés en faveur d'un changement de position : aucune interdiction de signe religieux, que ce soit chez les enseignants, les policiers ou les juges. Les députés du parti, qui ont défendu pendant longtemps Bouchard-Taylor, vont être forcés de changer de discours en chambre. Ce revirement risque peut-être de laisser perplexes les électeurs les plus anciens de QS qui, tout aussi à gauche économiquement, étaient peut-être un peu plus portés sur la souveraineté. Ceux-ci pourraient être

tentés de revenir au PQ, à condition que celui-ci maintienne le virage à gauche qu'il a entamé aux dernières élections. En même temps, il permettra à la formation politique de faire davantage compétition au parti libéral pour les faveurs du vote allophone et même anglophone, qui serait, selon les sondages, en grandes proportions opposé à l'interdiction de signes religieux.

Terrain glissant pour le PLQ

Le parti libéral est le parti qui a le plus à perdre dans ce débat. Même si les allophones et les anglophones de l'ouest de la Ville de Montréal constituent sa plus importante réserve d'électeurs, il a historiquement réussi à se porter au pouvoir en récoltant une part respectable du vote francophone hors-Montréal – ce qu'il n'a pas du tout réussi à faire lors des dernières élections. Au pouvoir pendant la grande majorité des dix dernières années, il n'a presque jamais légiféré sur le rapport Bouchard-Taylor et a parfois tiré avantage des multiples dérapages de ses adversaires en la matière. Par ailleurs, il a préservé de cette manière ses relations avec le fédéral, clairement opposé à toute interdiction. Toutefois, avec un taux d'appui chez les francophones historiquement bas, il sera peut-être tenté, cette fois, de céder du terrain à la pression de l'opinion publique. ☺



AFRIQUE

ALGÉRIE

Confronté à des manifestations depuis le 22 février puis à la pression du chef d'état-major de son armée, le général Ahmed Gaïd Salah, le président Abdelaziz Bouteflika a choisi d'abdiquer de son poste le 2 avril dernier. L'identité de celui qui lui succèdera n'est pas encore claire, mais c'est pour le moment à Abdelkader Bensalah, le président de la chambre haute du Parlement algérien, qu'incombe la responsabilité de diriger le pays en crise. Plusieurs observateurs estiment qu'il serait en bonne position pour prendre définitivement la place de l'ancien président. Les manifestations n'ont pas cessé avec le départ de Bouteflika, plusieurs citoyens étant insatisfaits de ce changement dit « cosmétique ». ☹



SÉNÉGAL

Suite à son élection pour un second mandat en février, le président sénégalais Macky Sall procède à un remaniement gouvernemental. Son premier ministre, Mahammed Boun Abdallah Dionne, a indiqué que le président lui a donné la tâche d'introduire à l'Assemblée nationale un projet de loi réformateur qui mènerait à la suppression de ce même poste de premier ministre. M. Dionne a précisé que cette réforme aurait pour effet d'encourager une communication plus efficace entre les paliers gouvernementaux, en éliminant le point médian qu'est le poste de premier ministre. Ce nouveau développement s'inscrit dans la veine du Plan Sénégal Émergent (PSE) du Président Sall, qui comprend d'autres aspects tels qu'un nouvel aéroport et un train régional. ☹

Organisation Internationale de la Francophonie



L'Organisation Internationale de la Francophonie (OIF), a trouvé le mardi 26 mars son nouveau numéro deux en la personne de la Québécoise Catherine Cano. La nomination met fin au bras de fer engagé quelques mois plus tôt avec la nomination de la Rwandaise Louise Mushikiwabo au poste de secrétaire général, soutenue par la France et par la plupart des États africains. Cette nomination n'a surpris personne : elle serait le résultat de négociations officieuses entre le Canada et l'OIF en fin d'année dernière, à l'issue desquelles le gouvernement canadien aurait accepté de ne plus soutenir la candidature controversée de la secrétaire canadienne sortante Michaëlle Jean en échange de la garantie d'une nomination canadienne au poste d'administrateur. ☹

ANALYSE POLITIQUE

Les défis de l'Arctique canadien

Le Canada à la traîne de la Russie dans le cercle polaire.

AUGUSTIN DÉCARIE
Contributeur

Le député libéral John McKay, coprésident canadien de la Commission permanente mixte de défense Canada États-Unis, a averti les Canadiens « qu'une fenêtre d'opportunité allait bientôt se fermer » quant au contrôle de l'Arctique.

Le Canada est actuellement bien positionné pour revendiquer une part importante des ressources naturelles de la région polaire, lesquelles deviendront graduellement

« Le Canada et les États-Unis investissent significativement moins de ressources dans leurs territoires nordiques, ce qui pourrait avoir des répercussions à long terme »

plus accessibles avec le réchauffement climatique. En effet, sa souveraineté sur l'archipel arctique, qui couvre une superficie de 1,4 million de km² et qui inclut les îles de Baffin, de Victoria et d'Ellesmere, est maintenant incontestée.

Pourtant, l'essentiel de cet immense territoire demeure inhabité et n'est que très rarement patrouillé par les Forces armées et les Rangers canadiens, une association de réservistes provenant essentiellement des communautés autochtones du Nord canadien.

Une offensive russe?

Les Russes ont quant à eux drastiquement augmenté leur présence militaire dans la région polaire, et ce, tout le long de leur littoral de la mer arctique. Ils ont

mobilisé d'importantes ressources afin de rénover les anciennes bases soviétiques au nord du 66^e parallèle et ils ont modernisé leur arsenal. L'armée russe a par ailleurs recommencé à patrouiller le Pôle Nord et continue d'envoyer des bombardiers



aux limites de l'espace aérien canadien. Ces déploiements militaires ont été complétés par une intensification de l'activité économique, notamment avec des investissements dans le pétrole et le gaz naturel. En outre, la Russie compte bien exploiter économiquement le passage du Nord-Est : c'est la voie maritime la plus courte reliant l'Asie de l'Est à l'Europe de l'Ouest, ce qui permet d'importantes économies lorsqu'elle est praticable. Ainsi, la rhétorique de Moscou comme quoi la militarisation de ses territoires

arctiques n'est que purement défensive ne semble pas vraiment dévier de la réalité.

Si ces déploiements peuvent sembler agressifs, ils sont tout de même explicables par la grande importance que le président russe, Vladimir Poutine, accorde au développement économique des territoires arctiques. Dans l'immédiat, le Canada n'a pas à se soucier de son intégrité territoriale, mais l'appel de McKay demeure pertinent puisqu'il souligne que le Canada et

les États-Unis investissent significativement moins de ressources dans leurs territoires nordiques, ce qui pourrait avoir des répercussions à long terme.

Le Passage du Nord-Ouest

Le Passage du Nord-Ouest, une autre voie maritime traversant quant à elle l'archipel arctique canadien, sera probablement navigable dès le milieu du siècle, mais demandera des investissements importants de la part du gouvernement canadien afin de la rendre sécuritaire et compétitive face aux autres voies navigables. Toutefois, la juridiction sur le passage demeure incertaine.

Le Canada considère qu'il fait partie de ses eaux territoriales, tandis que le reste de la communauté internationale, notamment les États-Unis, affirme qu'il traverse plutôt des eaux internationales. Si la dispute est à un point mort à l'heure actuelle, elle fera incontestablement surface durant les prochaines décennies, et le manque d'infrastructures du Canada dans les eaux arctiques pourrait miner la crédibilité de ses revendications. ☹



Communauté et enracinement

Entrevue avec le Professeur Aaron Mills



COURTOISIE DE L'UNIVERSITÉ MCGILL

Le Délit (LD) : Bonjour Professeur Mills. Pouvez-vous vous présenter succinctement à nos lecteurs?

Aaron Mills (AM) : Absolument! Mon nom est Aaron Mills, je suis un *Anishinaabe* de la nation *Couchiching*. J'appartiens au clan de l'ours. Ma grand-mère Bessie

Mainville de la nation *Couchiching*, une Aînée de cette communauté, et Fred Major de la nation *Mitaanjigamiing* furent mes enseignants. Je suis un nouveau membre de la Faculté de droit de l'Université McGill; à partir du mois d'août, j'assumerai la Chaire de recherche du Canada en constitutionnalisme et philosophie autochtones.

LD : Pouvez-vous nous expliquer les « fondamentaux » de la philosophie des *Anishinaabe*?

AM : Eh bien, c'est une énorme question. Il me semble que la première chose que je tiendrais à clarifier est la suivante : si vous aviez à demander à six différents *Anishinaabe*, vous obtiendriez probablement six réponses différentes. Je ne veux donc pas presumer offrir une réponse trop générale. En ce qui me concerne, selon la manière qui m'a été donnée d'être éduqué, il m'est assez difficile de vous en dresser un portrait exhaustif. Un certain nombre d'enjeux viennent barrer notre route. Selon l'expérience personnelle que l'on peut avoir du colonialisme, on ne peut répondre à cette question dans un contexte s'y prêtant, si l'on tient à ne pas voiler la réalité de certaines personnes. Je suppose donc que la manière que j'aurais de répondre à votre question serait la suivante : nous sommes un peuple qui partageons une histoire particulière de la création et celle-ci instruit notre ontologie et notre épistémologie, qui elles-mêmes instruisent notre sens de l'autodétermination [*freedom, ndlr*] et de la communauté. Ultimement, de nos jours, plusieurs d'entre nous ne connaissent plus cette histoire, mais nous y collaborons encore dans la manière que nous avons d'appartenir à l'autre et à la terre. Ce qui fait de nous un peuple tient dans nos pratiques vivantes et notre compréhension du monde découlant de cette histoire. Il ne s'agit donc pas de tenir à cette histoire dans le sens strict du terme. Dans ma compréhension de la chose,

il s'agit de mettre en valeur la forme de « constitutionnalisme » mis de l'avant.

LD : Vous avez mentionné dans l'un de vos articles qu'il y a de l'autodétermination (*freedom*) hors des libertés. Comme cela se traduit-il dans votre propos?

AM : Maintenant, vous êtes au centre du problème! Que dévoile à nous cette histoire de la création? Elle révèle que les individus sont toujours déjà en communauté les uns avec les autres, dans une « communauté de la terre ». Des communautés en santé opèrent comme des confessions de cette logique. Nous ne nous demandons pas ce qu'est une société « juste » ; nous nous demandons comment faire les choses afin d'imiter les autres ordres de la création. C'est peut-être une tâche plus humble. Il y a une logique propre à ce que je nomme « le chemin de la terre ». Le fait ontologique de notre interdépendance provient du fait que nous n'avons pas, individuellement, tous les dons naturels nécessaires afin de subvenir à nos besoins. Nous sommes inévitablement dépendants des autres. Je m'inscris dans une logique que l'on pourrait qualifier d'« aide mutuelle », constamment en rapport avec les autres. La vision de l'autodétermination [*freedom, ndlr*] qui ressort de cette conception de l'individu se centre sur notre capacité à offrir nos propres dons et à recevoir ceux des autres. Je réfère cela à ce que l'on pourrait nommer le « libre don » que l'on pourrait opposer au « libre choix » des libertés négatives.

LD : Dites-moi si j'ai tort, mais, dans votre communauté, il n'y a aucun besoin pour une constitution dans le sens d'une loi suprême qui, en tant que moyen technique, dicterait sur des bases légales le reste de l'organisation communautaire?

AM : En fait, il me semble que la situation est encore plus radicale que cela. Cela n'est pas seulement que ce besoin n'existe pas, mais c'est aussi que cela serait incohérent. Le présupposé d'un tel document est déjà une manière de comprendre comment l'on doit gérer le vivre-ensemble. Plutôt que cette vision idéale, notre présupposé est qu'il y a un ordre naturel inhérent à la terre et qu'il est de notre responsabilité de comprendre comment devrait se traduire cet ordre dans notre communauté. Pour autant, face à cette compréhension théorique, la pratique rencontre certains problèmes. Le [colonialisme] nous a entraîné à interagir les uns avec les uns d'une manière très subjective propre à un cadre libéral. Deux formes de constitutionnalisme se chevauchent donc.

LD : Pourrait-on aussi avancer que le fait que l'anglais soit la langue maternelle de nombreux membres des Premières Nations participe à cette réalité coloniale? L'anglais, il me semble, est une langue très technique et peu poétique; en cela, elle tend à vous enfermer dans une certaine manière présupposée d'exprimer le monde. Sommes-nous en présence d'une entreprise coloniale?

AM : C'est évident. Il est difficile pour moi d'imaginer une critique

entrevue

plus constante et commune nous étant adressée par nos Aînés. Dans les langues algonquiennes, la plus grande différence est que plus de 90% des mots que nous utilisons sont des verbes. Bien sûr, ayant l'anglais comme langue première, je n'arrive pas à penser le monde selon les mêmes schémas. Il s'agit donc d'une réponse affirmative définitive à votre question.

LD : *Quelles sont les plus grandes différences entre le droit constitutionnel canadien et les lois autochtones?*

AM : L'enjeu d'une telle question est le suivant : comment pouvons-nous caractériser adéquatement ces différences? Il me semble avoir mal considéré cette question pendant longtemps avant de finalement toucher à quelque chose de crucial. Votre question est encore plus large qu'elle n'y paraît ; il est question de ce que l'on entend par « légalité ». Comment une loi devient-elle une loi? Dans mon travail, j'ai cherché à développer une certaine structure de la « légalité » – j'utilise l'arbre en tant que métaphore afin de rendre la chose accessible – où la loi est entendue légitime uniquement dans sa propre structure. Elle obtient sa légitimité en vertu de chacun des niveaux de légalité réconciliable avec le niveau du dessous. Conséquent, il y a une certaine histoire de la création qui génère une certaine forme de constitutionnalisme qui lui-même génère un certain nombre d'institutions et de procédés légaux pour finalement générer des lois. Si nous partons donc d'une histoire de la création telle que celle du Canada ou celle des *Anishinaabe*, nous nous rendons bien compte – avant même d'atteindre le haut de l'arbre – des différences fondamentales existant entre les deux. Tout cela, de sorte que les deux ne se reconnaissent mutuellement pas comme des formes de droit. Je défends l'idée que dans le cas de la légalité *anishinaabe*, les lois ne prennent pas la forme de normes déterminées. Il n'y a pas de règles ou de droits. Il est question d'exprimer une certaine forme particulière de jugement lorsque soumis à un événement qui y appelle.

LD : *Ce que vous énoncez rappelle la méthode généalogique utilisée par Nietzsche et Foucault, ou encore le concept d'« épistémè » du dernier. Nous sommes devant l'impossibilité d'utiliser les termes d'une généalogie afin d'expliquer la cohérence interne d'une autre.*

AM : Je peux comprendre pourquoi vous avez dressé ce lien. Il me semble qu'une distinction primordiale s'impose tout de même : les individus. Foucault est souvent crédité comme une gigantesque révolution propre à plusieurs disciplines universitaires où l'on étudie très

attentivement des phénomènes à partir de la position du sujet. Ce que j'entends est bien plus radical. Il est bien entendu important de le faire, mais cela n'est pas suffisant. Mon argument repose sur des conceptions bien différentes de la notion de « subjectivité ». La conception *anishinaabe* repose sur une forme radicale d'interdépendance où nous



nous envisageons en première instance en termes d'un ensemble de relations, non plus à partir du « Je ». Nous le voyons dans nos pratiques. Lorsque nous nous introduisons, nous le faisons à la hauteur des relations qui nous habitent. Vous mentionnez donc vos enseignants, votre famille, votre communauté, votre clan et toute autre forme d'appartenance. Ce que je cherche donc à dire est ceci : nous devons prendre sur nous d'accepter de prendre en considération des différences qui dépassent la position du sujet et l'horizon de la subjectivité.

LD : *Ce que vous dites est fort intéressant. Cela en ferait rougir le philosophe Heidegger. Celui-ci a consacré une part significative de son œuvre et de son enseignement à critiquer la tradition métaphysique occidentale qui, depuis les présocratiques chez les Grecs, situe notre compréhension de l'Être à la première personne. La plus grande erreur de la philosophie occidentale a été son emphase sur le « Je ». Heidegger nous appelait donc à sortir de cette logique qu'il jugeait dangereuse ; il est ironique que les Anishinaabe n'aient pas rencontré cette même erreur originelle alors que la philosophie occidentale se targue trop souvent d'une méthode à même de la situer hiérarchiquement aux dessus des autres traditions. D'aucuns avanceraient même que cette erreur est historiquement liée à la Révolution industrielle ayant culminé vers l'Anthropocène. Quels apports pouvons-nous tirer des enseignements anishinaabe en ce qui concerne un autre monde possible?*

AM : Il me semble que la seule manière de sortir de l'Anthropocène vers une autre époque consisterait à considérer les transformations en tant qu'échelle du changement. En tant que stratégie, je reconnais la nécessité des efforts orientés vers des changements systémiques, mais ils m'apparaissent insuffisants. Ces efforts ne sont capables

que de changements réformatifs, non pas transformatifs. Pour autant, les pressions exercées – par exemple celles du colonialisme – sont si grandes que je ne crois pas que nous pouvons produire des changements transformatifs sans l'espace ouvert par les efforts réformatifs. En réformant les rapports avec les communautés autochtones et en sortant des logiques colonialistes, peut-être serait-il possible d'entrevoir des transformations. Quel genre de transformation visons-nous? Nous devons être ces transformations. Nous ne pouvons entrevoir la chose de manière compartimentée. Nous ne pouvons continuer à fonctionner dans un système libéral et tout autant ne pouvons nous considérer un renversement révolutionnaire. La genèse du changement n'est pas dans le système et tout ce qu'il a de défectueux. Il nous faut entrevoir le monde voulu et agir comme s'il en était déjà ainsi. En ce qui me concerne, ce monde est celui de l'aide mutuelle. La manière de nous apporter vers ce monde tient, dans un premier temps, dans la pratique de cette aide mutuelle. Il s'agit de traiter les gens comme s'ils étaient déjà dans ce genre de relations avec nous-même – ce que je crois sincèrement qu'ils sont, même s'ils ne le savent pas! Mon point est qu'ils ne sont pas doués dans ce genre de relation. Il nous faut honorer les autres de manière à leur faire comprendre que leurs dons sont si importants pour nous que nous ne pourrions bien fonctionner sans eux. Après un an de mon cours sur le constitutionnalisme autochtone

à McGill, il est étonnant de voir la portée des transformations chez les étudiants! Il s'agit d'un processus assez lent qui, comme en ce qui concerne la question du colonialisme, est générationnel.

LD : *Ce que vous dites est à contre-courant de la conception moderne et occidentale des rapports à autrui.*

AM : Oh, oui ! Dramatiquement.

LD : *Malgré les différences qu'il peut y avoir, je dois vous avouer être très sensible à ce que vous dites depuis le tout début de cet entretien – du moins dans la compréhension que j'en ai. Je tiens une grande partie de mes enseignements de ma grand-mère et de mon grand-père. Ils m'ont transmis un sens de la justice, un rapport au monde et à son expérience qui n'étaient pas inscrits dans une constitution ou des rapports figés à moi-même. Mon grand-père a préfiguré ma ferveur pour la question des mythes ou encore l'importance d'Heidegger. Vous avez vous-même trouvé chez vos enseignants et vos Aînés des enseignements défiant l'intuition des normes actuelles. Qu'en pensez-vous?*

AM : Il y a bien évidemment un énorme travail à faire sur soi-même pour lutter contre ces intuitions. C'est ce travail quotidien qui me suit depuis dix ans. J'ai eu des enseignants formidables qui m'ont tant donné. Afin de réellement lutter contre l'Anthropocène, les crises environnementales et les formes communautaires et politiques qui l'ont permis, il nous faut développer un mode de pensée dit « enraciné ». C'est pourquoi j'apprécie ce que vous avez partagé au sujet de vos grands-parents. Il y a un changement de discours dans cette association identitaire. L'enracinement est un mode de pensée et d'être qui n'est en aucune manière spécifique aux communautés autochtones ; nous avons longtemps été d'honorables exemples – nous sommes ceux à suivre et à prendre sérieusement –,

mais il est évident que d'autres personnes peuvent y souscrire! La planète entière y souscrit d'une manière ou d'une autre.

LD : *Malheureusement, un tel propos sur l'enracinement peut être perçu comme suspect par certaines personnes. Il est généralement de convenance qu'une « pensée de l'enracinement » n'est pas une chose sérieuse, sinon qu'elle est dangereuse. Depuis les atrocités commises par les différents fascismes, il est difficile de penser à l'enracinement et aux mythes dans un contexte universitaire. Il est bien plus facile de ne plus y songer – malgré toute l'importance que de telles questions peuvent avoir.*

AM : L'université est assez univoque à ce sujet, effectivement. Si cette pensée peut être suspecte dans un tel milieu, vous rencontrerez probablement aussi une suspicion à l'égard de l'autochtone plus généralement. Je regrette ce fait, mais souvent nous concevons l'éthique et la politique du point de vue du sujet. Je déplore cette situation. Je demeure profondément sensible à l'attention portée à la position du sujet, mais il m'apparaît que de n'en demeurer qu'à cela est une incroyable erreur si nous ne prenons pas la peine de penser conjointement d'autres manières. Le point critique de la pensée enracinée nous renvoie à ce que nous avons mentionné plus tôt. Si je rencontre un problème à ce que l'on s'approprie, par exemple, certaines pratiques *anishinaabe*, cela n'est bien entendu pas parce que de telles pratiques n'appartiendraient qu'aux *Anishinaabe*. Il s'agit plutôt de comprendre que ces pratiques ont une signification particulière interne à notre propre constitution. Elles n'appartiennent pas qu'à une sphère privée. Pour autant, si une personne non autochtone enracinée comme vous arrive à une pensée similaire, je n'ai qu'une réponse : excellent! Pour le dire autrement, l'appropriation culturelle doit être critiquée pour autant que certains individus reprennent des éléments qui ne font de sens que dans des constitutionnalismes bien précis, par exemple la légalité *anishinaabe*. L'appropriation ne semble permise à ceux qui la font que parce qu'ils s'inscrivent dans une légalité occidentale qui divise la sphère privée de la sphère publique où il incomberait donc à l'individu de décider des éléments qui composent sa sphère. Nous ne faisons pas cette distinction. Un individu doit montrer une subjectivité enracinée s'il veut comprendre l'importance d'une pratique. ☉

Propos recueillis par
SIMON TARDIF
Éditeur Philosophie

Démasquer Grindr

L'espace de rencontres LGBTQ+ manque d'inclusivité et doit être repensé.

GRÉGOIRE COLLET

Éditeur Société

NIELS ULRICH

Coordonnateur de la Production

Les auteurs utilisent dans cet article les pronoms il/lui en parlant des utilisateurs de Grindr, car ce sont d'eux dont il s'agit dans leur propos. Cependant, il est important de noter que des personnes trans et non-binaires utilisent aussi l'application.

Parmi les quelques applications de rencontres réservées aux personnes queers, Grindr est sûrement la plus populaire. Lancée en 2009 sur les plateformes iOS et Android, l'application gagne rapidement en popularité, au point de totaliser aujourd'hui une dizaine de millions d'utilisateurs quotidiens. On peut maintenant considérer Grindr comme un espace d'homosocialisation, ou de socialisation LGBTQ+, c'est-à-dire un endroit où les personnes gays et LGBTQ+ se rencontrent et façonnent leurs identités avec celles et ceux qui leur ressemblent. L'application permet d'échanger avec, majoritairement, des hommes gays, dans le but de se rencontrer et potentiellement mener à des rapports sexuels. Sont proposés aux utilisateurs des profils selon leur proximité géographique. Contrairement à d'autres applications, rien n'empêche quelqu'un d'envoyer un message à une personne qui n'aurait pas montré son intérêt pour elle. Grindr est très peu associée au sérieux d'autres applications de rencontres, les rapports entretenus sur l'application étant souvent légers et laissant une grande place à l'expression des désirs sexuels des utilisateurs. Si l'on peut entrevoir Grindr comme étant un élément majeur de la culture gay contemporaine, il est aussi important d'identifier les dangers que présente l'application.

Le parler Grindr

Au détour des bios- courts textes qui sont censés permettre de se présenter -, de nombreux utilisateurs précisent ce qu'ils recherchent. Pour ce faire, ils utilisent souvent un langage codé, avec des expressions bien particulières pour définir le genre de relation qu'ils recherchent. « Fun » (utilisée pour dire que l'on recherche seulement à s'amuser, et a une connotation sexuelle), « top » (actif), « btm » (passif), « vers » (versatile, polyvalent), « nsa »



IYAD KAGHAD

« Les discussions sont particulièrement ritualisées, une fois franchie l'étape de catégorisation initiale par le profil »

(no strings attached, « pas d'attachement émotionnel », *ndlr*) sont tout autant de mots ou d'abréviations ayant une signification qu'il faut connaître pour naviguer sur Grindr. La liste est longue. Ces mots créent une catégorisation incessante. Il faut comprendre les mots qui définissent chaque type de personne pour pouvoir

« entrer sur le marché ». Parce que c'est cela dont il s'agit : se décrire, se catégoriser, afin de pouvoir devenir intéressant aux yeux des autres. Ainsi, quelqu'un ne peut intéresser un « top » que s'il est un « btm ». Sinon, à quoi bon parler, c'est une perte de temps. Certains ne sont intéressés que par les « *twinks* », ces jeunes

garçons, ou hommes ayant l'apparence de jeunes garçons, imberbes et longilignes. D'autres recherchent des « *bears* », ayant l'air plus âgés, avec une pilosité et un physique plus imposants. D'autres catégories pour décrire le physique sont également proposées par l'application. Cette dernière ne laisse d'ailleurs aucune

illusion quant au fondement de l'engagement d'une discussion. Les conversations sont particulièrement ritualisées, une fois franchie l'étape de catégorisation initiale par le profil. Elles peuvent démarrer en prenant la forme d'un échange de salutations et de nouvelles. Mais d'autres approches prévalent également. Des photos sont envoyées, soit du visage, soit à caractère intime. La conversation s'éternise rarement. S'en suit une question récurrente : « Tu cherches quoi? ». La réponse détermine souvent si l'échange peut continuer ou non. Ne surtout pas avoir l'air de chercher quelque chose de trop sérieux. Essayer de ne pas avoir l'air trop léger non plus. Toujours rester ouvert au « fun ». Si l'autre est convaincu, la conversation peut continuer. Il faut alors envoyer des photos. C'est la condition suivante. D'abord, des photos où l'on est habillé. Parfois, des *nudes* (photos dénudées, *ndlr*) sont ensuite demandées. Si cet envoi de photo est refusé, la conversation risque de s'arrêter. Parfois, certains se montrent pressants, essaient une sorte de chantage. D'autres sont plus compréhensifs. Cette « vente » de photos représente en quelque sorte un passage obligé sur l'application.

Sur certains profils figure la mention « hors milieu ». Cela signifie que la personne en question ne fréquente pas d'autres personnes de la communauté LGBTQ+ et ne souhaite pas être associé à tous les clichés qui y sont associés. Pas question d'être une « folle », il faut avoir l'air très masculin, être un homme, un vrai. On recherche du « masc4masc » (masculin pour masculin). Pas question de montrer ne serait-ce qu'une once de féminité, de faiblesse. Rester en dehors de tout ça, rester hors milieu.

Grindr et homonormativité

Que ce soit dans les courts textes inscrits sur les profils des utilisateurs ou dans les messages reçus, il n'est pas rare d'être face à des discours oppressifs sur Grindr. Le tristement connu « No Fats, No Fems, No Asians, No Blacks » (« Pas de gros, pas d'efféminés, pas d'Asiatiques, pas de Noirs », *ndlr*) est devenu un adage des plus populaires sur l'application. Ses déclinaisons sont multiples et sont plus offensantes et oppressantes les unes que les autres. Si Grindr est vu

comme un espace de liberté et d'expression pour les hommes gays, la réalité est moins rose : la plateforme sert souvent d'étalage à une masculinité et une homonormativité toxiques.

Le rejet des hommes dits efféminés sur Grindr est un symptôme évident d'une homophobie internalisée. Internaliser une oppression, c'est adopter les méthodes oppressives dont on a pu être victime, et intégrer les stéréotypes et discriminations qui la caractérisent. C'est ne pas parvenir à déconstruire ce que l'on a pu subir, au point où on accepte et reproduit les mêmes schémas qui ont remis en question notre intégrité. Chez un homme gay cisgenre, internaliser l'homophobie signifie que l'on n'accepte qu'un unique type de masculinité, suivant des schémas très homonormés. Cette homonormativité passe par l'assimilation du modèle de l'homme gay que l'on voit le plus souvent représenté : blanc, plutôt jeune, issu d'une classe supérieure, souvent musclé et qui peut « se faire passer » pour un homme hétérosexuel. Il va donc sans dire que l'homonormativité est une pâle copie de l'hétéronormativité, rendant la queerness digestible pour la majorité adhérente aux modèles de genre classiques. Voir la communauté LGBTQ+ comme étant unifiée, emplie de tolérance et d'un respect aveugle fait en sorte que l'on ignore les oppressions que des hommes gay font très souvent subir. Les critères

« Le rejet des hommes dits efféminés sur Grindr est un symptôme évident d'une homophobie internalisée »

de masculinité sont souvent exprimés sur Grindr, et il est ainsi fréquent de se sentir inadapté de par l'expression de son genre. Pour comprendre l'homonormativité sur Grindr, l'exemple du « No Fats, No Fems, No Asians, No Blacks » semble être le plus probant. L'adage rejette des hommes racisés, les personnes exprimant leur genre d'une manière plus féminine et les personnes grosses. À cette combinaison grossophobe, raciste et sexiste se conjugue souvent de la transphobie. Les personnes trans sont fréquemment exclues des espaces dits dédiés aux personnes LGBTQ+. L'imaginaire autour des utilisateurs de Grindr restant principalement binaire et cisgenre, il est choquant pour beaucoup de voir des hommes ou femmes trans en parcourant les profils de la plateforme. L'oppression des personnes trans prend en effet de multiples formes. Cette violence est parfois un peu plus pernicieuse lorsque ces personnes sont l'objet d'une fétichisation. Cela prend la forme

de questions extrêmement déplacées, qui affectent les personnes trans au rang d'objets sociétaux incompris, réduits à leur éloignement des schémas de genre et de sexualité traditionnels.

Pour lutter contre l'oppression des personnes trans et non-binaires sur Grindr, les modérateurs-rice-s de l'application ont mis en place des nouvelles catégories, plus inclusives. Il est donc possible maintenant d'indiquer ses pronoms et son genre. Sont aussi mises à disposition des définitions de termes qui pourraient ne pas être compris par une population moins éduquée sur les questions de genre et de sexualité. Dans le Centre d'Aide de Grindr, l'application répond à des questions comme « Que



signifie être non-binaire? », « Si je suis trans et en difficulté, qui devrais-je appeler? », « Est-ce qu'une personne trans peut être gay? » Ces efforts sont étendus aux personnes séropositives, souvent rejetées dans les biographies de personne sérophobes, insistant sur le fait qu'elles ne veulent interagir qu'avec des personnes « clean ». Il est possible de rendre visible son statut VIH, et des explications sur le Sida sont proposées par Grindr.

Grindr a lancé en 2018 la campagne Kindr, (signifiant « plus gentil », *ndlr*). Une série de vidéos a été publiée par la plateforme, recueillant des témoignages de personnes utilisant Grindr qui ont été victimes d'oppressions sur l'application. Toutes disent à peu près la même chose. Bien que la plateforme donne la possibilité d'indiquer ses préférences, la frontière entre attirance et discrimination est souvent très mince. Donner la possibilité aux personnes de dire qu'elles ne sont intéressées que par les hommes blancs musclés, c'est renforcer l'oppression qu'imposent les standards homonormatifs. Grindr, étant un espace où l'on peut trouver des personnes qui nous ressemblent, devient un outil de socialisation

assez important pour beaucoup de personnes queers. Il est important que la plateforme se réinvente pour ouvrir franchement ses portes à celles et ceux s'éloignant du schéma homonormé. La tâche n'est pas mince, car il s'agirait ici de refaçonner la culture que Grindr a créée dès ses débuts.

Conséquences sur la santé mentale

Les espaces de socialisation réservés aux personnes LGBTQ+ sont peu nombreux. Lorsque l'on apprend l'existence de Grindr, on a espoir en l'application et ce que l'on pourrait en tirer. Faire des rencontres, trouver des personnes qui nous correspondent, se sentir inclus et accepté. Il peut donc y avoir une quasi-dépen-

précise possible de l'interlocuteur inconnu. Les conclusions sur une personne sont tirées extrêmement rapidement, avec très peu d'informations à disposition. Ce besoin de plaire instantanément régit toute action sur l'application. Il y a une attente de répondre aux critères de l'autre et, pour ce faire, essayer de les deviner en avance. Souvent, cela implique de correspondre au « type » de personne qui intéresse l'interlocuteur, comme indiqué sur son profil ou rapidement mentionné dans la conversation. Si l'un des deux utilisateurs ne correspond pas aux attentes de l'autre, dans le meilleur des cas, l'un des deux cessera de répondre, dans le pire il bloquera l'autre. La brutalité de ce genre d'action peut être difficile à encaisser.

Si l'on parle souvent de l'absurdité du besoin de validation créé par les réseaux sociaux « traditionnels » (comme Instagram, Facebook, etc...), Grindr, et le fait que l'application soit principalement réservée aux personnes LGBTQ+, ajoute une nouvelle dimension à cela. En effet, ce besoin de validation est plus profond, car il aborde les notions de sexualité et d'image de soi de manière plus poussée que dans d'autres situations.

Un autre problème récurrent concernant l'utilisation de Grindr, touchant également à l'estime personnelle, concerne la satisfaction qui peut être tirée de l'utilisation de l'application. En effet, si sur le moment les discussions ou les rencontres découlant de l'usage de l'application semblent être satisfaisantes et parfois stimulantes, il en résulte souvent un vide ou une frustration au cours de « l'après-rencontre ». Les nombreux points communs présumés avec un interlocuteur, ou l'image construite d'une personne sont souvent balayés lors des rencontres, ce qui peut mener à des sentiments très partagés, souvent négatifs.

Que faire de Grindr?

Si le portrait dressé de l'application dans cet article semble peu réjouissant, il reste nécessaire de célébrer un tel espace. Alors que notre génération tend peut-être vers plus d'inclusivité et de sécurité, il est souvent frustrant de voir les espaces qui sont réservés aux personnes LGBTQ+ ne pas évoluer aussi rapidement qu'on le souhaiterait. Décloisonner les espaces pour les personnes LGBTQ+ doit passer par une déconstruction de la soi-disant tolérance aveugle de la communauté. Reconnaître les

Un tel rejet, vécu seul, devant un écran, est d'autant plus violent qu'inexpliqué. Malgré le fait que l'autre soit un inconnu, la soudaineté du geste peut facilement

« Décloisonner les espaces pour les personnes LGBTQ+ doit passer par une déconstruction de la soi-disant tolérance aveugle de la communauté »

mettre à mal l'estime de soi. Cité dans l'article de Michael Hobbes, le chercheur et psychologue William Elder affirme même que l'application serait quasiment conçue pour détruire l'estime de soi. Pourtant, même si ce geste de rejet est vécu de manière brutale, chacun semble se sentir légitime de le reproduire. « Désolé de ne pas te répondre, on m'ignore aussi ». En fonctionnant ainsi, en acceptant et banalisant le rejet, les utilisateurs perpétuent cette dureté à laquelle ils font face.

Les utilisateurs de Grindr sont donc confrontés à un besoin de validation constant. Correspondre aux attentes des autres, être accepté, validé par ces derniers représente un but dont il est parfois difficile de jauger l'accessibilité. D'où l'obsession qui découle de ce système.

normes oppressives de genre, de physique, de race, de classe sociale, d'état de santé mentale permet aussi de mieux se protéger face au rejet violent que peuvent procurer certains discours sur l'application.

C'est pour cela que l'application devrait tenter de développer un fonctionnement prônant un espace plus inclusif. Les utilisateurs, étant souvent aspirés par le fonctionnement et les codes de l'application, perpétuent ce schéma de manière quasi automatique. Il est donc nécessaire pour l'application de mettre en avant les efforts de sensibilisation et les tentatives d'instaurer plus d'inclusivité dont elle semble avoir initié la création. Ces efforts ne constituent cependant qu'un premier pas, et restent à poursuivre. ☺

« Francophile », mot traître

Réflexion sur les divisions engendrées par notre vocabulaire.



VIOLETTE DROUIN
Éditrice Actualités

Avant de commencer l'écriture de cet article, il me semble important de reconnaître, premièrement, que les Canadien-ne-s-français-e-s, en tant que communauté majoritairement blanche, bénéficient de certains privilèges par rapport aux personnes autochtones et racisées et peuvent contribuer aux structures qui oppriment ces personnes. Deuxièmement, je reconnais que l'existence de la langue française au Canada est intrinsèquement liée au passé et au présent colonial du pays. Je ne vise aucunement à dévaloriser le vécu des Canadien-ne-s-français-e-s, seulement à encourager une prise de conscience des multiples niveaux de privilège et d'oppression présents dans notre société.

Souvent, lorsque je reçois un courriel d'un organisme communautaire de mon « chenous », soit l'Acadie de la Nouvelle-Écosse, il débute ainsi : « Chers francophones et francophiles ». On marque ainsi dès la première phrase la division entre ceux-celles ayant appris le français au foyer et ceux-celles l'ayant appris à l'école. Avant même de nous passer un message, on nous sépare en catégories, nous qui devrions pourtant nous concentrer sur la

plus grande unité possible, celle-ci étant nécessaire pour assurer notre existence continue.

Et qui est-ce que l'on nomme « francophiles », que l'on place sans réfléchir un échelon sous les « vrais » francophones? Nos communautés acadiennes, qui se veulent pourtant gardiennes et préservatrices de la vitalité de la langue française en Nouvelle-Écosse, relèguent ceux-celles qui l'apprennent pour se joindre à nous à une seconde zone.

Dans la première ébauche de cet article sur l'utilisation du mot « francophile » dans le contexte de la francophonie hors Québec, j'ai voulu démontrer des preuves de mon argument de façon claire et concrète. J'ai préparé une analyse de statistiques, expliquant comment il se fait que l'on compte seulement les personnes dont la langue maternelle est le français lorsqu'on parle de francophones. Cela mène à une sous-représentation de nos communautés : selon Statistiques Canada, 10,5% de la population de la Nouvelle-Écosse parle français, mais seulement 3,2% de la population l'a appris en tant que langue maternelle. Ergo, 3,2% de « francophones ». J'aurais pu écrire tout l'article sur ça. J'ai tout effacé.

Bien qu'il soit possible d'apercevoir les conséquences de cette catégorisation superflue en « francophones » et « francophiles » d'un point de vue statistique, l'effet le plus réel, le plus déchirant, se voit au niveau personnel, au niveau de la relation que chaque personne entretient avec sa langue, sa culture et son héritage. C'est donc de cela dont je vais traiter.

(Trop d')accent sur le passé

De nombreux-ses membres de la communauté sont capables de nommer neuf ou dix générations d'ancêtres de mémoire. Cette richesse leur permet de garder de forts liens avec leur héritage et représente un aspect précieux de la communauté. Toutefois, cela peut trop facilement devenir une fixation sur le passé, nous faisant oublier que l'Acadie de la Nouvelle-Écosse existe et évolue toujours.

J'ai grandi au sein de la communauté acadienne de la Nouvelle-Écosse. Cependant, puisque mon père est Québécois et ma mère États-Unienne, j'ai longtemps senti que je n'étais pas acadienne ; j'avais l'impression qu'il y avait des personnes « plus acadiennes » que moi. Lorsque j'ai découvert des ancêtres acadien-ne-s dans le

vieux livre de généalogie de mon père, c'était comme si cela m'avait donné la permission de me considérer comme tel. Maintenant, je comprends que ce n'est pas cela qui importe. Que je sois ou non acadienne n'est pas défini par le fait que mes ancêtres aient été ou non déportés, ou que je puisse ou non nommer ceux-celles-ci. Cette identité est plutôt définie par la communauté qui me tient incroyablement à cœur et au sein de laquelle je me sens chez moi. L'Acadie n'a pas cessé d'exister après la déportation de 1755. Les Acadien-ne-s sont revenu-e-s, et la communauté continue aujourd'hui d'évoluer. Cette fixation sur le passé nous limite, empêchant de nouvelles personnes de se joindre à notre communauté – on les accueille peut-être, mais ils-elles porteront pour toujours le nom de « francophiles ».

Généralisations perdues

Pourtant, ce ne sont pas seulement les nouveaux-elles arrivant-e-s dans nos communautés qui se font étiqueter « francophiles », parce que ce ne sont pas uniquement les nouveaux-elles arrivant-e-s qui ont l'anglais (ou autre) comme langue maternelle.

Lorsque les Anglais ont conquis Mi'kma'ki, aussi connu comme

l'Acadie, territoire non cédé du peuple Mi'kmaq, et que celui-ci est devenu la Nouvelle-Écosse, le Nouveau-Brunswick et l'Île-du-Prince-Édouard, les peuples qui y vivaient auparavant en relative harmonie – les Acadien-ne-s et les Mi'kmaq – ont été relégué-e-s à une existence en communautés isolées. Il est devenu très mal vu de parler français. Pour plusieurs en Nouvelle-Écosse, s'assimiler se présentait comme la meilleure option. Certain-e-s ont même changé leur nom de famille. Des LeBlanc sont devenu-e-s des White, des Poirier sont devenu-e-s des Perry, et dans de nombreuses familles, l'époux-se anglophone ne permettait pas que l'on parle français. Les enfants de ces familles ont fréquenté l'école en anglais, puisqu'il était illégal de s'éduquer en français en Nouvelle-Écosse avant 1981. On nomme ces enfants, qui n'ont jamais appris le français, des « générations perdues ».

Aujourd'hui, les membres de ces générations perdues ont la chance de pouvoir placer leurs enfants dans des écoles francophones, où ils-elles apprennent la langue qui a été arrachée à leurs parents et leurs grands-parents. Et on a l'audace de les appeler des « francophiles ». L'audace de mettre de côté la décision de ces parents, qui savent qu'ils-elles ne pourront pas aider leurs enfants avec leurs devoirs, ne pourront pas comprendre leurs présentations orales, mais qui choisissent tout de même de tenter de réparer des années de perte, qui tentent de se désassimiler.

Insécurité linguistique

Et à quoi sert cette division entre « francophones » et « francophiles »? Elle ne fait que renforcer l'isolement de nos communautés ainsi que l'idée qu'il existe un « bon » et un « mauvais » français. Et cela, ce n'est pas seulement ceux-celles pour qui le français est une langue seconde qui en souffrent. Nombreux-ses sont ceux-celles qui hésitent à s'exprimer en français parce qu'ils-elles ont honte de leur accent, de leurs anglicismes ou de leurs expressions régionalistes qui font cependant partie de la richesse infinie de toutes les langues.

Cessons donc de catégoriser les membres de nos communautés, d'imposer des critères à une langue que nous voulons pourtant toute-s protéger. Tant qu'à parler un « bon » français, utilisons pour le mot « francophone » la définition de l'Académie française : « Qui parle la langue française ». ☉

Couturissime en demi-teinte

L'innovant Thierry Mugler ne coche pas toutes les cases de la modernité.

NIELS ULRICH

Coordonnateur de la production

Un jeudi après-midi, je décide d'aller parcourir le troisième étage du Musée des Beaux-Arts de Montréal pour voir l'exposition *Couturissime* du designer Thierry Mugler. Instagram m'avait déjà offert une couverture extensive de la soirée d'ouverture avec la présence de Thierry Mugler lui-même, mais aussi de la *drag queen* Violet Chachki, de Diane Dufresne, de Candis Cayne ou encore de Kim Kardashian. L'exposition, dont le musée montréalais présentait la première édition mondiale, me semblait prometteuse. Et je n'ai été qu'à moitié déçu.

Une exposition renversante

Dès la première salle, on se retrouve plongé dans l'univers du couturier. Les costumes de la pièce *La tragédie de Macbeth* créés par Mugler pour la Comédie Française et le Festival d'Avignon y sont installés. Ils sont mis en scène, avec au centre la robe de Lady Macbeth, qui prend la forme d'une cage dorée. Bref, impressionnant. Je poursuis ma visite. Les grands moments de la carrière de Thierry « Manfred » Mugler sont réunis dans la salle suivante. Aux murs, photos et vidéos illustrent les événements importants de la vie de Mugler et retracent sa carrière, ses collaborations et les personnalités ayant porté ses créations. Les pièces exposées sont toutes plus sensationnelles les unes que les autres. On aperçoit même un hamburger serti de cristaux porté par l'un des mannequins. Pierres précieuses de toutes les couleurs, velours, mais aussi dentelle en caoutchouc, plastique fondu et remodelé parent les différentes créations exposées.

Bien que les mannequins soient immobiles, on a l'impression d'assister à un *show*, référence aux défilés de Mugler, qui se voulaient tous plus spectaculaires les uns que les autres. Que ce soit Lady Gaga dans ses clips *Paparazzi* et *Telephone*, David Bowie, Diana Ross, Céline Dion, Diane Dufresne ou encore Beyoncé, toutes font partie de ces icônes ayant été habillées par le créateur. Thierry Mugler a également réalisé le clip de la chanson *Too Funky* de George Michael. L'exposition elle-même est grandiose. Les artistes *designers* et scénographes Michel Lemieux et Philipp Fürhofer, ainsi que la compagnie d'effets spéciaux Rodeo FX (qui a notamment en partie réalisé les effets spéciaux pour

la série *Game of Thrones*), ont participé à l'élaboration des différentes salles, qui présentent chacune une ambiance qui leur est propre.

Cependant, petit à petit, je me rends compte qu'une impression étrange me suit depuis le début de ma visite. Les tailles des mannequins de plâtre sont systématiquement très fines et ne représentent pas la multiplicité réelle des corps. Pourtant, ce sont les pièces originales. En avançant à travers l'exposition, je cherche, en vain, des pièces moins ajustées. Quasiment tous les modèles présentés, tant sur les mannequins que sur les photos et vidéos, ont un physique identique. Les poitrines sont plates, les jambes longues et les tailles étroites. Ces pièces de haute couture ne se construisent que pour une idée du corps ultra-standardisé.

Un sexisme latent

En rentrant de l'exposition, je me renseigne pour mieux comprendre l'approche de Mugler. Le spectacle est une notion centrale de son travail. Un autre aspect qui revient régulièrement est la notion de femme forte, rendue puissante au travers de ses vêtements. Si souvent, les créations de Mugler ont été jugées provocatrices parce qu'elles exhibent les corps, de nombreux journalistes ont vu en elles plutôt des symboles de la libération de « la femme ». Quoi qu'il en soit, ce privilège serait donc réservé uniquement aux femmes dont le corps correspond à la vision de la féminité selon Thierry Mugler, et plus généralement des hommes cis-genre blancs à la tête de l'industrie de la haute couture.

Encore plus lorsque les projecteurs se braquent sur ce sujet dans le cadre d'une exposition. Si le secteur de la mode semble se concentrer dans une bulle quelque peu élitiste, l'exposition *Couturissime*, en tentant de l'ouvrir à un public plus large, illustre encore une fois le manque d'inclusivité de cette sphère hermétique qu'incarne la haute couture. Il s'agit là d'un homme qui donne sa vision d'un physique féminin idéal et uniforme. Une première pensée me vient : Thierry Mugler, mais aussi plusieurs autres créateurs, comme Karl Lagerfeld, sont ou ont été ouvertement gays, comment peuvent-ils démontrer ces points de vue sexistes et réducteurs de la femme ? La réponse est simple : l'un n'exclut pas nécessairement l'autre. J'ai toujours pensé qu'il existait une sorte d'empathie tacite englobant le combat pour la représentation des per-

sonnes LGBTQ+ (dont les hommes gays font évidemment partie) et les questions de représentations féministes. Sauf que orientation sexuelle ne rime pas nécessairement avec réflexion sur le genre.

Les agissements sexistes de ces derniers, notamment dans le monde de la mode, sont souvent excusés d'une manière ou d'une autre, employant souvent l'idée qu'ils ne sont pas attirés par les femmes, et donc qu'ils ne les sexualisent pas.

Beautés standards

Pourtant, une forme de sexisme est perpétuée par ces créateurs et passe parfois par autre chose que la sexualisation. Cette forme de sexisme s'opère au travers de l'exclusion de certaines femmes des défilés, de la possibilité, pour elles, de porter certains vêtements. Sont donc exclues des podiums les femmes qui font une taille supérieure ou égale à une taille 0 et les femmes âgées. On ne voit que très peu de personnes racisées, à l'exception de certaines dont la présence sert à rappeler que l'on tente d'inclusivité. Les femmes trans sont également très peu représentées. La « création artistique », souvent employée comme excuse, fait fi de toute autre considération. L'artiste, et particulièrement dans le cas de Thierry Mugler, se veut engagé d'une manière ou d'une autre. Ici, il affirme souhaiter l'émancipation de la femme grâce à la mode. De par ces plateformes que les créateurs ont, et de par leur position, en tant qu'hommes, ils s'octroient la légitimité de déterminer ce qu'est une femme forte et émancipée, une femme libre. Pourtant, s'ils souhaitaient vraiment promouvoir cette émancipation, vraiment soutenir les femmes, alors pourquoi ne pas garantir ce soutien en représentant la diversité de ce que recouvre le terme « femme » ?

La vision que Mugler propose du physique masculin n'est d'ailleurs pas particulièrement inclusive non plus. Les pièces masculines présentes dans la collection exposée semblent elles aussi faites pour un physique bien particulier. Exigence physique récurrente dans l'imaginaire collective, promue par l'industrie de la mode, mais aussi au sein de la communauté LGBTQ+, l'image d'un homme « beau » est celle d'un corps fin, aux muscles dessinés. Là encore, c'est exclusivement pour ce type de corps que Thierry Mugler semble avoir pensé ses créations.

La fin de *Couturissime* propose une ouverture sur l'exposition parallèle *Montréal Couture*, qui met en valeur le travail d'artistes locaux, comme Marie Saint Pierre, Philippe Dubuc, Denis Gagnon, mais aussi Helmer Joseph, Ying Gao, Marie-Ève Lecavalier, le duo Fecal Matter, et d'autres. Le travail de ces artistes offre une belle perspective, avec beaucoup plus d'in-

clusivité que l'exposition à laquelle j'ai assisté. Elle démontre qu'il est possible de laisser s'exprimer la créativité, l'esthétique, en étant moins excluant. Thierry Mugler a sûrement, en son temps, participé à travers ses défilés révolutionnaires à une certaine émancipation des femmes, mais il est temps de laisser place à plus d'inclusion et de représentation. ☹



PATRICE STABLE

Porter le feu dans le noir complet

Retrouver l'œuvre marquante de la semaine : *La Route*.

JULIETTE DE LAMBERTERIE
Éditrice Actualités

Comment vivre après l'apocalypse? Le roman *La Route*, de l'écrivain américain Cormac McCarthy, récompensé du prix Pulitzer, offre une possible réponse à la question. La vie sur terre est presque éteinte suite à un choc dont on ignore la cause. Tous les éléments classiques d'un monde post-apocalyptique y sont réunis : des cendres qui recouvrent tout, un brouillard froid qui bloque le soleil et surtout, des ressources qui se font si rares qu'elles rendent la survie presque impossible.

Un père et un fils

Un petit garçon et son père, jamais nommés, marchent à travers ce qui était autrefois les États-Unis, essayant d'atteindre le sud pour échapper au froid mortel de l'hiver. Ils doivent se déplacer à pied puisqu'il est devenu impossible d'alimenter toute sorte de véhicules, et ne transportent avec eux qu'un caddie de supermarché, chargé de leur matériel de survie – des bâches, des couvertures et quelques objets ramassés.

Les deux personnages frôlent toujours la mort. La faim, la fatigue

et le froid les guettent à chaque instant, mais un autre ennemi les menace : des groupes de personnes qui survivent encore, faisant fi de toutes valeurs humaines, blessent, violent et tuent sans aucun remords. Plusieurs se nourrissent aussi de leurs victimes. Dans ce monde chaotique, il y a les « méchants » et les « gentils », selon les termes de l'enfant. Tout au long de leur chemin, les deux personnages se répètent sans cesse appartenir au second groupe, comme une prière : « On est encore les gentils? dit-il. – Oui, on est encore les gentils. – Et on le sera toujours. – Oui. Toujours. – D'accord. »

Les dialogues sont toujours de ce style : rythmés par de très courtes répliques, comme si tous deux étaient continuellement à bout de souffle. C'est d'ailleurs ce qui nous fait vraiment croire à l'histoire : les personnages n'ont plus le courage de se lancer dans de grands discours, ou de grandes rigolades. Ce temps-là est révolu.

Une noirceur tendre

La Route déstabilise. Au tout début, on en sait très peu, seulement que ces deux êtres marchent ensemble vers ce qui semble être une vraie destination. Ils vivent mal, mais survivent. Seulement,



au fur et à mesure, l'on réalise qu'eux-mêmes ne savent vraiment pourquoi ils continuent. Une sorte de *Sur la route* de l'enfer, où les personnages traversent des kilomètres non pas pour l'aventure et

la liberté comme dans le roman de Kerouac, mais pour rester en vie sans vraiment savoir si ça en vaut la peine. Le monde dégénère et ne pourra jamais revenir à ce qu'il était avant.

La noirceur de *La Route* est si convaincante qu'elle vous emporte entièrement. Mais elle est contrebalancée par la beauté et la simplicité des échanges entre père et fils. Comment et pourquoi rester un « gentil » dans un monde qui n'a plus de sens et où ça n'apporte rien? Pour eux, « porter le feu », comme l'enfant le répète constamment – ou choisir l'empathie et l'humanité – est la seule chose qui donne encore sens à leur route. La tendresse qu'ils se portent l'un vers l'autre prête une beauté surprenante à ce livre qui donne le vertige. Les deux personnages sont les seuls à pouvoir se relever l'un l'autre. Au cours de leur chemin, l'enfant dit ne pas connaître d'histoires qui finissent bien. Son père lui demande, dans un dialogue où leurs rôles semblent s'échanger : « La vraie vie est très cruelle? – Qu'est-ce que tu crois? – Eh bien, je crois qu'on est toujours là. Il nous est arrivé pas mal de mauvaises choses mais on est toujours là. – Ouais. – Tu ne trouves pas ça tellement formidable. – J'en sais rien. » *La Route* est une œuvre sublime et brise le cœur. Et elle captive particulièrement alors que notre propre monde semble se désintéresser peu à peu. ☉

THÉÂTRE

« Juste de la *fucking* joie »

La création de Steve Gagnon, *Pour qu'il y ait un début à votre langue*, est transcendante.

MÉLINA NANTEL
Coordonnatrice à la correction

Fred a 26 ans. Dans quelques minutes, jours, semaines, il va mourir. Un cancer des os le gruge de l'intérieur. Ses parents sont à son chevet, ils attendent désespérément que leur fils leur parle. Mais ça n'arrive pas. Ça n'arrivera pas. Fred a décidé qu'il ne voulait pas mourir dans la langue de ses parents. Il fait donc l'éloge du silence envers cette famille médiocre, qui n'a pas su répondre à sa quête d'idéal.

« Juste de la *fucking* joie », c'est ce que Fred aurait souhaité de ce monde. Les yeux fermés, rêvant d'être ailleurs, il a perdu les 26 ans de sa courte vie à se faire chier avec des parents qui « lui ont appris à se tenir debout sur de l'asphalte refait aux deux ans ». Fred aurait aimé ça, des fois, avoir les genoux écorchés. Il aurait aimé ça, se faire mal pis voir ses parents sourire, s'aimer, se jouer dans les culottes. La propreté



STÉPHANE BOURGEOIS

et le confort de sa vie banlieusarde, il n'en veut pas. Il n'en a jamais voulu et a refusé toute sa vie de s'y conformer. Ce qu'il veut, c'est un quotidien où ses rêves, ses passions et ses folies ont le droit d'exister.

Dix ans plutôt, Fred a 16 ans. Avec Wilson et Odile, il refait le monde. Ce sont trois adolescents insoumis, en quête de sens, convaincus que leur idéal réside dans une terre d'exil, qui prend la forme de la terre natale de Wilson, d'origine massai : le Kenya. Mais la liberté

qu'ils revendiquent n'est pas sans prix : s'indigner contre la décrépitude des espérances, c'est aussi en avoir de trop grandes pour pouvoir en venir à bout.

Dans ce cri du cœur existentiel, Steve Gagnon témoigne, encore une fois, du grand génie poétique dont il sait faire preuve. L'auteur de *Fendre les lacs* et d'*Os*, la montagne blanche dénonce dans cette nouvelle création notre facilité à tomber dans la médiocrité, notre quête de confort au-dessus de

celle des luttes et des convictions. Transcendante et douloureuse, la poésie sans compromis de Steve Gagnon invite à un basculement : si les applaudissements marquent la fin de la pièce, les réflexions demeurent nombreuses bien après la tombée du rideau.

S'étant réfugié dans la communauté massai pour l'écriture de sa pièce, Steve Gagnon affirme avoir lui-même longtemps cherché cette terre d'exil, cet endroit où être soi, sans se dompter. Sa

quête du grandiose lui vient en partie de l'univers littéraire du Québécois Sylvain Trudel, dont il s'inspire librement pour l'écriture de *Pour qu'il y ait un début à votre langue*.

Si le texte est tranchant et les personnages qui le déclament douloureusement profonds, il émane de leur quête une indéchiffrable lumière. Inspiré de l'essai *Désobéir* de Frédéric Gros, l'auteur défend qu'« il faut apprendre une désobéissance nécessaire, qui elle, va sauver le monde ».

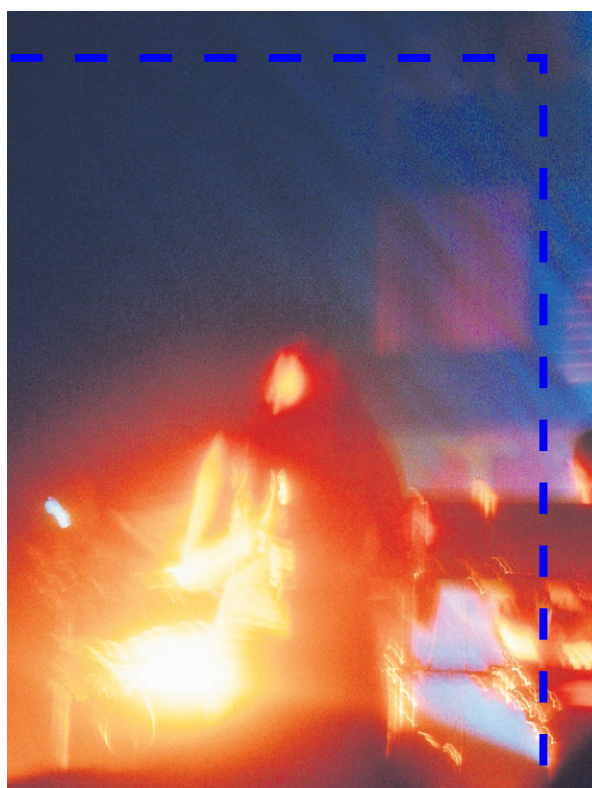
Au fond, Fred, c'est un peu Steve, c'est un peu moi, un peu toi, un peu nous. C'est chacune de nos luttes, de nos rébellions, de nos oui ou de nos non. C'est notre capacité immense à résister, à s'indigner, à aller à contre-courant de temps en temps pour aller la chercher, notre *fucking* joie. Et Steve Gagnon nous le demande viscéralement : indignons-nous plus souvent. ☉

LIGNE DE FUITE



CHRISTELLE NASR
@CHRICHRIF

CONCERT DE RUDIMENTAL,
À L'ELYSEE MONTMARTRE
LE 2 FÉVRIER 2019



MERCI À TOU·TE·S NOS CONTRIBUTEUR·RICE·S

Fernanda Muciño	Guy L'heureux	Hortense Chauvin	Marc-Antoine Gervais
Juliette Mamelonet	Magdalena Morales	Margot Hutton	Augustin Décarie
Louise Hourcade	Prune Engerant	Alexis de Chaunac	Virginie Simoneau Gilbert
Valentina Leoni	Charlotte Grand	David D'Astous	Anja Helliott
Justin Nelissen	Marguerite d'Estienne d'Orves	Sophie Renaudin	Alexandre Jutras
Anna Jingjing Dang	Peter Graham	Alina Lasry	Rosalie Thibault
Marilyn Dragon	Thaïs Romain	Claire Grenier	Alice Gueldyeva
Marie Sicaud	Clayton Lapomme	Lorène de Gouvion	Adriele Benedetto
Samuel Ferrer	Esther Perrin Tabarly	Mahaut Engerant	Jérémie-Clément Pallud
Marie-Hélène Perron	Gabriel Carrère	Romain Miglio	Philippe Granger
Amanda Fakihi	Gabrielle Huard-Leblanc	Elena Dikaios	Ximena Ramirez Villanueva
Sara Fossat	Taja da Silva	Julia Volpe	Jaya Bonelli
Louis-Thomas Kelly	Hugo Roussel	Grégoire Catimel-Marchand	Ilona Métais
Christophe Savoie-Côté	Fatima Silvestro	Théo Scherer	Charlie Proulx
Hugo Gentil	Julianne Chartrand	Thomas Volt	Vera Ferron
Luc Pasqualini	Léa Bégis	Fanny Devaux	Dylan Theriault-Harris
Inès Thiolat	Hermine Demaël	Hannah Raffin	Thomas Mihelich-Morissette
George Kaplas	Joseph Herbinet	Alexandra Nadeau	Sarah-Maude Bilaudeau
Sofia Enault	Victor Babin	Ramel Schmidhalter	Joseph Adeosun
Tomasz Pietryszek	Ariane Biquin	Philippe Gabriel Drolet	Xavier Rule
Juliane Chartrand	Mahaut Stefani	Ange Auder	Clémence Auzias

ledélit

recrute ...

2 coordonnateur·rice·s
Réseaux Sociaux

1 éditeur·rice Photographies
1 éditeur·rice Illustrations

1 éditeur·rice Multimédias

2 coordonnateur·rice·s
de la Correction

pour la session d'automne 2019

Si l'un des ces postes t'intéresse ou pour plus d'information, envoie un courriel à rec@delitfrancais.com.